

Le sombre avenir de l'école républicaine

Il est aujourd'hui un lieu commun - un peu facile - de penser que nos élites sont désormais coupées du terrain. C'est ce qui m'est venu à l'esprit à la récente déclaration de notre ministre de l'éducation (sur *Twitter*) qui envisageait de porter l'âge de la scolarité obligatoire à 18 ans ! Le lendemain, je retrouvais en classe ces deux divisions de troisième dont on m'a confié la charge cette année, constituées d'élèves faibles, pour qui la seule joie en étude et d'entendre enfin sonner la cloche libératrice de fin de cours. Dans leur regard vide et ennuyé on lit toute la peine, déjà, qu'une scolarité obligatoire jusqu'à leur seizième année leur inflige, et j'essayais d'envisager leur supplice prolongé de deux ans supplémentaires ! Qui n'a pas vécu leur difficulté à rester en place, leur déconcentration permanente, leur immaturité, leur démotivation chronique, leurs préoccupations à mille lieues de la chose scolaire ne peut ressentir le séisme qu'une telle condamnation provoquerait chez eux. Mon syndicat - avec qui je me trouve en désaccord sur la question de la scolarité obligatoire - précise qu'il faudra alors des structures adaptées, des filières appropriées pour accueillir les élèves en difficultés, vœu pieux en vérité à l'heure même où ces filières sont en passe d'être démantelées (Cf avenir des SEGPA). Elites coupées du terrain ? Voire.

"Il faut lutter contre l'échec scolaire" nous assène-t-on depuis des lustres. Incroyable ! N'est-ce pas là le fondement du métier d'enseignant ? Redécouvrirait-on que c'est justement cette lutte quotidienne qui a toujours fait se lever les pédagogues chaque matin, depuis Charlemagne ? Non, une pareille banalité cache un autre message, guère moins évident : "Il faut réformer l'institution car elle ne fonctionne plus", ou encore, "l'école de la République est épuisée", "l'ascenseur social est en panne"... On nous suggère insidieusement de tourner la page d'un modèle suranné, dépassé, celui du vieux Ferry, et par le biais de son école, c'est la République à la française que la pensée unique libérale cherche à discréditer, à rendre obsolète. Les seuls slogans ne suffisant pas, on réforme. Loi après loi, l'école est déconstruite, son esprit est altéré, et sous prétexte d'adaptation, elle est bientôt rabaissée au rôle de voiture balai de l'éducation. En 1996 déjà, un rapport de l'OCDE le précisait d'ailleurs sans ambages : « *Les pouvoirs publics n'auront plus qu'à assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accentuera à mesure que d'autres vont continuer à progresser.* » Christian MORISSON, un des principaux responsables de l'OCDE en matière d'enseignement, dans le Cahier n°13 OCDE 1996, titré *La faisabilité politique de l'ajustement*, détaille même la méthode appropriée pour servir cet abandon programmé et favoriser l'ouverture du marché de l'éducation : « *Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comporte pas de risques politiques. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire par exemple les crédits de fonctionnement aux écoles, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle*

activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. »

On traite alors l'école "d'élitiste" - quel gros mot ! - pour réduire ses exigences, on noie ses outils d'évaluation (classes sans notes, concept fumeux de "compétences") et on promeut la "pédagogie bienveillante", celle de la médaille en chocolat, sur-notation, examen donné à tous, moyennes à 22/20 au Bac pour ridiculiser la valeur de ses diplômes... Entre le modèle américain dans lequel la Public School recycle les pauvres pour en faire de simples consommateurs incultes et dociles et l'ambition qui fut celle de l'école républicaine française, le choix semble fait. Régis Debray l'a admirablement formulé lorsqu'il écrivit : *"Ce n'est pas la même école, qui destine l'une à libérer l'homme de son milieu et l'autre à mieux l'y insérer. Et tandis que l'école républicaine sera réputée produire des chômeurs éclairés, on verra dans l'école [d'une démocratie courante] une pépinière d'imbéciles compétitifs."* Charge au privé de former l'élite peu nombreuse et surtout fortunée dont la société aura besoin. Le marché colossal de l'éducation est encore trop fermé en France mais réforme de l'enseignement public après réforme, dévalorisation des diplômes après dévalorisation, le tout abondamment saupoudré de dénigrement et de pédagogisme ridicule, l'idée d'une scolarité sérieuse donc payante (et chère) est déjà commune dans la population en ce qui concerne les études supérieures, et les offres de crédit-éducation fleurissent. Payer pour une meilleure éducation est une idée neuve en France qui se répand aujourd'hui dans le secondaire aussi, et le succès des établissements privés grandissant d'année en année en est la preuve.

La société occidentale est malade ; comment voudrait-on que son école se portât bien ? Depuis Reagan et Thatcher, la doxa libérale de l'école de Washington a infecté le capitalisme occidental. Avec la chute du mur de Berlin, le mal s'est répandu à toute la planète. Trente années plus tard, les inégalités ont explosé à l'échelle de la Cité comme à celle des nations. 1 % de la population mondiale accaparent 99% de ses richesses. Warren Buffet, le milliardaire américain (fortune évaluée à 65 milliards de \$ en 2008, troisième homme le plus riche de la planète) l'a publiquement avoué dans une interview de CNN le 25 mai 2005 : *"There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning."* (*"Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte, et nous sommes en train de gagner."*) Est-ce là une digression incongrue à propos d'éducation ? Non, car les difficultés de l'école trouvent leurs origines ailleurs qu'en son sein. Replacée dans ce contexte contemporain, quelle est donc cette institution qui prétendrait encore, en France, défendre une certaine égalité des chances puis former une élite, de plus gratuitement ? Soyons sérieux, voilà bien ce "mammoth" (toujours et encore à dégraisser) égaré au siècle des cyber-réseaux et du trading haute fréquence. Quel anachronisme, quelle obscénité !

Très récemment, le rapport d'une obscure commission « indépendante » dont la radio a fait grand écho, fustigeait trente ans d'erreur en matière d'enseignement prioritaire. Malgré les moyens colossaux mobilisés, les résultats étaient, selon eux, plus que dérisoires et qu'en somme, il fallait changer son fusil d'épaule : en bref, une nouvelle attaque en règle contre notre système éducatif. La société est malade du virus libéral, elle souffre de toujours plus d'injustice sociale et on blâme... le thermomètre : l'école. La télévision, par exemple,

déconstruit chaque jour les valeurs défendues par l'école en portant au pinacle la médiocrité, en excluant tout ce qui n'est pas divertissement, en ridiculisant le savoir ou en promouvant les réussites d'opportunité, le fameux "j'étais nul à l'école mais ça ne m'a pas empêché de réussir" qui soulève inmanquablement les "Ah" d'admiration du gogo, celui-là même que les gagnants du loto font, par ailleurs, toujours rêver. Michel Onfray n'hésite pas à comparer le petit écran d'inspiration berlusconienne à "une arme de destruction massive de l'intelligence". A quoi bon, dans ces conditions et avec ces exemples, faire l'effort de l'étude, à quoi bon retenir du savoir et se triturer les méninges quand, de plus, le marché de l'emploi est ce qu'il est, ou pire encore, quand on fait partie des populations notoirement discriminées à l'embauche. On touche ici une des causes premières des difficultés de l'éducation contemporaine à savoir, tout public confondu, la démotivation des élèves à tout effort doublé d'un refus grandissant de l'idée de contrainte. Sur ce point, le corps enseignant, toujours prompt à s'auto-flageller et encouragé en cela par sa hiérarchie, cherche désespérément "ce qui cloche" dans ses pratiques et refuse obstinément de reconnaître la moindre part de responsabilité dans l'attitude d'emblée négative de beaucoup d'élèves au regard de l'école. Les jeunes, par exemple, ne savent plus écrire correctement, les accords sont ignorés, le phonétisme est roi. Combien de fois, faisant remarquer une faute d'orthographe à un élève, celui-ci m'a répondu par un haussement d'épaule doublé d'un « 'pas grave » marmonné. Sont-ils plus stupides ? Ne sait-on plus enseigner ? Non, ils refusent simplement de faire des efforts pour une chose dont tout *leur* monde se moque - comprenez l'univers des médias et des réseaux sociaux dont ils sont dépendants - et toutes les réformes pédagogiques n'y changeront rien. Les consignes aux correcteurs pour le brevet ou le bac sont désormais officielles : on ne retire plus de point pour l'orthographe. Aldous Huxley dans *Le meilleur des Mondes* l'avait admirablement prophétisé en 1932 lorsqu'il écrivait : "*La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans mur dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage ou, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude.*"

La dernière réforme des collèges a imposé une diminution du nombre des heures de cours et la suppression d'options que les meilleurs de nos élèves ne pourront plus choisir. L'ensemble fut noyé sous une cataracte de galimatias pseudo-pédagogique nous prouvant par A plus B que seul l'intérêt des enfants avait été considéré, et, arguant du principe d'égalité, fut en fait l'occasion d'un nouveau nivellement par le bas. Si l'âge de la scolarité obligatoire est porté à 18 ans, cela signera donc l'alignement prochain du lycée sur ces bases dégradées (avec l'avantage, il est vrai, de sortir quelques milliers de jeunes des tablettes de Pôle Emploi). Le principe d'égalité doit s'appliquer aux outils éducatifs mis à la disposition de tous. Ils doivent être laïques, gratuits et les meilleurs possibles. Mais beaucoup ont, de nos jours, le tort de confondre l'égalité des chances avec l'égalité des résultats. L'institution seule ne peut agir en amont sur le contexte socioculturel de l'élève comme elle ne peut agir sur sa nature profonde. D'autres services sociaux ont cette tâche. Elle doit faire son possible pour aider celui qui en a particulièrement besoin tout comme elle doit offrir une possibilité d'approfondissement pour celui qui en a les capacités. Cependant, tout système éducatif de masse étant normatif et imparfait, l'échec scolaire (constamment surveillé pour le réduire à son minimum bien sûr) existera néanmoins toujours, et c'est ainsi. L'école de la République ne doit sous aucun

prétexte faillir à sa mission d'offrir les mêmes outils de réussite à chacun, ni abandonner au privé la formation d'une élite de la nation. C'est le préalable à toute idée de justice sociale.

L'heure est hélas à l'égoïsme des nantis, aux inégalités maximales, donc au désengagement de l'Etat dans tout ce qui pouvait un temps représenter sa force au service de l'idée de nation. Cette dernière est directement attaquée aujourd'hui avec la création des super-régions, leur future autonomie et leur mise en concurrence qui conduiront en quelques décennies à l'oubli de ce que fut une république unie, sociale et solidaire, celle du Conseil National de la Résistance et des trente glorieuses qui suivirent. Qu'on m'excuse cette nostalgie du temps où j'étais écolier, cette école républicaine que j'ai connue en tant qu'élève dans les années '70 - apogée des trente glorieuses, plein emploi, bouillonnement intellectuel post soixante-huit, idéaux politiques, gauche puissante, rivalité est-ouest, émancipation post coloniale, féminisme, conquête spatiale, Rock'n roll, état fort, services publics...- comparé à la tendance actuelle - crise économique chronique et entretenue, chômage de masse, abêtissement télévisuel, montée de l'extrême droite, capitalisme libéral planétaire, explosion des inégalités, retour des valeurs religieuses et marginalisation des sciences, Rap commercial, désengagement de l'Etat, démantèlement des services publics... Tout le bien public est aujourd'hui bradé : les postes et télécommunication, les transports, les infrastructures ferroviaires et routières, la production d'énergie, les aéroports, la distribution de l'eau ou l'assainissement, ou à l'abandon comme la santé, la justice, l'armée, l'éducation... Waren Buffet a raison de parader. Sa classe a bien gagné une bataille dont la première manche avait été pourtant favorable, au lendemain de la seconde guerre mondiale, aux forces progressistes. L'opération décisive a peut-être été, en Europe, la main mise des grands barons sur les mass-médias, la télévision en particulier, depuis les années '80 et les trois décennies de lavage de cerveaux intensif qui s'en suivirent. Que demande le peuple ? Du pain et des jeux ? En voilà. Si la haute bourgeoisie redoute un peuple éduqué avançant sur les chemins d'une révolution sociale, les religions aussi, ces autres championnes du conservatisme, se sont toujours méfiées de la raison car réfléchir est le commencement du péché. Comble de malchance (ou plutôt belle opportunité que cette époque troublée), celles-ci semblent à leur tour relever la tête ! Nous sommes donc dans le creux de la vague et peut-être pas encore au fond, mais une autre vague apparaîtra et monsieur Buffet le sait pertinemment. Il la redoute secrètement pour son fils autant que je l'espère ouvertement pour le mien.

FD - 2016